



SciencesPo.

CERI
CNRS

ELECTIONS PARLEMENTAIRES SANS SURPRISE EN AZERBAÏDJAN

Bayram Balci

Ingénieur de recherche au CNRS, rattaché au CERI

LE CHANGEMENT DANS LA CONTINUITE

Un peu plus de 4 800 000 Azerbaïdjanais étaient appelés aux urnes le 7 novembre 2010 pour renouveler les 125 membres du Milli Majlis, parlement monocaméral du pays. Les dernières élections parlementaires avaient eu lieu en novembre 2005 et débouché sur la victoire nette mais très contestée de la formation au pouvoir, le Parti du nouvel Azerbaïdjan (Yeni Azərbaycan Partiyasi), dont le leader, İlham Əliyev a succédé à son père Heydər Əliyev, décédé en novembre 2003, à la tête de l'Etat. Habituellement très diplomate et mesurée dans ses évaluations, l'OSCE avait pourtant commenté le scrutin de la manière suivante : «Les défaillances qui ont été observées, en particulier le jour des élections, nous ont amenés à conclure que celles-ci n'étaient pas conformes aux engagements internationaux de l'Azerbaïdjan ». Ces critiques n'ont pas influé sur le scrutin suivant puisque les résultats de l'élection présidentielle de 2008 furent tout aussi contestés par l'opposition et la communauté internationale.

Dans la droite ligne des scrutins antérieurs, c'est-à-dire sans aucune surprise et conformément aux prévisions de la plupart des observateurs tant nationaux qu'internationaux, le parti du Président est arrivé en tête des élections législatives du 7 novembre, améliorant même son résultat par rapport à 2005 puisque le nombre de ses sièges est passé de 65 à 72. Outre le Parti du nouvel Azerbaïdjan, une dizaine d'autres formations, organisées en plusieurs blocs électoraux et formant une opposition éclectique et divisée, étaient en lice pour ce scrutin. Ses deux principaux et plus prestigieux représentants sont d'une part Egalité (Musavat), dirigé par Isa Gambar, et d'autre part, le Front populaire (Xalq Cephesi) dont le leader est Ali Kerimli. Musavat est le plus ancien parti du pays, fondé en 1911 et réanimé à la fin de l'Union soviétique ; Xalq Cephesi a été créée à la fin de l'ère soviétique par un des précurseurs du mouvement national azerbaïdjanais, Elchi Bey, et a été à la fin des années 1980 l'un des principaux animateurs du mouvement de renaissance nationale qui a conduit à l'indépendance du pays. Déjà très faiblement représentées dans le parlement précédent, ces formations ne disposeront d'aucun siège dans la nouvelle chambre. En revanche, comme lors de la législature précédente, une quarantaine de députés, qualifiés d'indépendants mais en réalité très proches, voire soumis, au parti majoritaire, seront présents sur les bancs du Milli Majlis.

Comme toutes les élections organisées en Azerbaïdjan depuis l'indépendance, le scrutin du 7 novembre n'a pas respecté les principes essentiels du pluralisme et de la démocratie. La Commission électorale centrale est toujours liée au pouvoir en place, la demande d'indépendance de cet organe constitue d'ailleurs la principale revendication de l'opposition. De même, les formations politiques n'ont pas disposé des mêmes opportunités de temps d'antenne durant la campagne qui a été courte, 60 jours, au lieu de 75 habituellement. Elles n'ont pas non plus toujours obtenu le droit d'organiser des *meetings* électoraux ni de réunir leurs sympathisants sur les places centrales de la capitale Bakou. Le jour du scrutin, des cas de votes multiples et de bourrages d'urnes ont été constatés par des observateurs indépendants, y compris l'OSCE qui avait déployé plus de trois cents observateurs sur tout le territoire national. « Aucun progrès démocratique "significatif" n'a été constaté lors des élections législatives du 7 novembre en Azerbaïdjan. Les élections se sont déroulées dans une atmosphère pacifique et tous les partis de l'opposition ont participé au processus politique, mais la tenue des élections ne constitue pas un progrès significatif en matière de développement démocratique » a noté l'organisation internationale dans son premier rapport post-électoral.

UNE DEMOCRATIE IMPOSSIBLE ?

Comme bon nombre de pays de l'ex-URSS, l'Azerbaïdjan, vingt ans après la proclamation de son indépendance, connaît toujours de sérieuses difficultés dans sa transition vers un système politique plus démocratique. Membre de l'OSCE et du Conseil de l'Europe, le pays est signataire d'un certain nombre de traités et de conventions en matière de respect des libertés de la presse, des médias, mais, dans les faits, les libertés publiques sont bafouées, les journalistes intimidés et les élections souvent truquées.

Plusieurs facteurs expliquent cette impasse démocratique que l'on retrouve dans d'autres Etats ex-soviétiques, notamment le Kazakhstan, comparable à l'Azerbaïdjan par bien des aspects. En premier lieu, on évoquera les liens complexes qui existent entre les élites politiques et la rente pétrolière. Véritable dynastie à la tête d'un « pétro-Etat », le clan Aliev s'est accaparé les richesses pétrolières du pays et craint aujourd'hui que la moindre ouverture politique le prive de l'ensemble de ses privilèges. Dans ces conditions, le pouvoir non seulement se doit de remporter les élections mais doit encore le faire de façon éclatante afin de montrer à la population son « incontestable légitimité ».

Par ailleurs, comme d'autres Etats pétroliers, l'Azerbaïdjan a du mal à concilier avancée démocratique et prospérité économique. Depuis plusieurs années, le pays connaît une croissance économique spectaculaire, avoisinant les 10% grâce aux richesses que lui procurent les réserves énergétiques de la mer Caspienne. Mais comme au Moyen Orient, cette économie de rente ne fait pas bon ménage avec les progrès démocratiques.

En excellents termes avec l'Occident, l'Azerbaïdjan s'attire pourtant régulièrement les critiques des organisations internationales et même des Etats-Unis qui lui ont encore récemment rappelé ses engagements en matière de droits de l'homme. Sans succès puisque le régime d'Ilham Aliev, conscient de son rôle de garant d'une stabilité si chère aux Occidentaux, continue à gérer son pays comme il l'entend. Le président azerbaïdjanais sait à quel point le gaz et le pétrole de son pays sont vitaux pour l'approvisionnement et l'indépendance énergétique de l'Europe qui n'a pas d'autre choix que de s'accommoder de cette carence démocratique pour sauvegarder ses intérêts économiques dans un pays où de nombreuses compagnies occidentales, et pas seulement pétrolières, font des affaires. Enfin, conscient de la position géostratégique de son pays (qui est frontalier avec l'Iran) et de son importance dans le dispositif militaire américain (l'Azerbaïdjan est une voie de transit pour les troupes et les ravitaillements vers l'Afghanistan), Ilham Aliev sait bien que toutes les critiques émises par ses alliés occidentaux ne sont que pure rhétorique, peu susceptibles de déstabiliser son pouvoir.

Si l'on ajoute à ces facteurs économiques et géopolitiques la faiblesse et la division de l'opposition, on voit que le monopole de la famille Aliev sur l'Azerbaïdjan devrait se poursuivre pendant encore quelque temps.